

Brochure n° 3138 | Convention collective nationale

IDCC : 184 | **IMPRIMERIES DE LABEUR ET INDUSTRIES GRAPHIQUES****Accord paritaire du 6 mars 2020**  
relatif à la politique salariale pour l'année 2020

NOR : ASET2050520M

IDCC : 184

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**GMI ;****UNIIC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FILPAC CGT ;****F3C CFTD ;****CGT-FO livre ;****IP CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires rappellent que le présent accord s'applique à toutes les entreprises et qu'aucun salarié ne doit être rémunéré en dessous du salaire minimum correspondant à son groupe et à son échelon.

Ils entendent aussi rappeler que les politiques de rémunération doivent être guidées par les principes généraux d'égalité impliquant que les entreprises sont tenues de garantir, pour un même travail, une égalité de traitement entre homme et femme, ce principe portant tant sur les objectifs que sur les éléments composant la rémunération qui doivent être établis selon des normes identiques.

Compte tenu des spécificités de la branche composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre de cet accord paritaire.

| Groupes et échelons | Salaires minima mensuels<br>(152,25 heures)<br>au 1 <sup>er</sup> juillet 2020 |
|---------------------|--|
| I B                 | 3 909 €  |
| I A                 | 3 810 €  |
| II                  | 3 127 €  |

| Groupes et échelons | Salaires minima mensuels<br>(152,25 heures)<br>au 1 <sup>er</sup> juillet 2020 |
|---------------------|--|
| III B               | 2 606 €  |
| III A               | 2 051 €  |
| IV                  | 1 835 €  |
| V C                 | 1 682 €  |
| V B                 | 1 627 €  |
| V A                 | 1 616 €  |
| VI B                | 1 608 €  |
| VI A                | 1 596 €  |

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions du code du travail et les parties conviennent d'en demander l'extension à l'expiration du délai légal d'opposition.

*Fait à Paris, le 6 mars 2020.*

(Suivent les signatures.)